

// le dossier pratique

Un mois d'actualité JANVIER 2019

En ce mois de janvier, le prélèvement à la source a été mis en place, suscitant quelques interrogations des contribuables.

Le mouvement des « gilets jaunes », bien que s'affaiblissant, perdure depuis novembre. Cette mobilisation a amené le chef de l'État à lancer le Grand débat national. De nombreux décrets d'application de la loi Avenir professionnel ont été publiés. Quant à la négociation sur l'assurance chômage, elle poursuit difficilement son cours.

Enfin, le barème d'indemnisation des licenciements sans cause réelle et sérieuse, pourtant validé par le Conseil constitutionnel, divise les conseils de prud'hommes.

Accidents du travail

► **Les taux des cotisations AT-MP et les majorations forfaitaires applicables en 2019.** Les taux collectifs de cotisations d'accidents du travail et de maladies professionnelles (AT-MP) et les taux des majorations forfaitaires applicables pour calculer le taux net en 2019 ont été fixés par plusieurs arrêtés du 26 décembre 2018 (*l'actualité* n° 17725 du 3 janvier 2019).

► **Le barème des coûts moyens des sinistres pour le calcul des cotisations AT-MP est fixé pour 2019.** Le barème des coûts moyens d'incapacité temporaire et d'incapacité permanente pour 2019 a été publié au JO du 28 décembre 2018. Ainsi, dans les industries de la métallurgie, le coût moyen, en hausse par rapport à 2018, sera de 329 € pour un accident bénin (moins de quatre jours d'arrêt de travail) et de 586 919 € pour un accident du travail mortel en 2019 (*l'actualité* n° 17725 du 3 janvier 2019).

► **Cotisations AT-MP des salariés agricoles applicables en 2019.** Un arrêté ministériel du 10 janvier 2019 (Arr. du 10 janvier 2019, JO 16 janvier, NOR: AGRS1835982A) a fixé les taux de cotisations au régime de l'assurance obligatoire des salariés agricoles contre les AT-MP dues au titre de l'année 2019, ainsi que leur affectation à chaque catégorie de dépenses du régime (*l'actualité* n° 17742 du 28 janvier 2019).

Budget et fiscalité

► **Déploiement du prélèvement à la source.** La mise en place du prélèvement à la source (PAS) de l'impôt sur le revenu au 1^{er} janvier 2019 n'a pas entraîné de « bug technique », a assuré le ministre des Comptes publics, Gérard Darmanin, le 2 janvier. « On avait prédit que tout début janvier il y aurait un bug général [...] Ce n'est pas le cas ». Les centres d'appels mis en place pour répondre aux questions sur le prélèvement à la source ont cependant été surchargés, malgré le

déploiement de 200 agents supplémentaires annoncé le 3 janvier par Gérard Darmanin. Selon le principal syndicat de la Direction générale des finances publiques (DGFIP), Solidaires Finances publiques, « la réalité est toute autre » sur le terrain, où « l'ensemble des services d'accueil [...] n'ont pu faire face aux demandes » des contribuables. Le 8 janvier, Gérard Darmanin a annoncé l'attribution d'une prime exceptionnelle de 200 € net en février pour 40 000 fonctionnaires du fisc, pour compenser « la petite surcharge de travail » découlant de la mise en œuvre du PAS. Les syndicats se sont insurgés sur la limitation de cette prime aux seuls salariés ayant participé au PAS, considérant que « la surcharge du travail s'est répercutée sur les autres agents », 103 000 au total (*l'actualité* n° 17726 du 4 janvier 2019; *l'actualité* n° 17727 du 7 janvier 2019; *l'actualité* n° 17728 du 8 janvier 2019; *l'actualité* n° 17729 du 9 janvier 2019; *l'actualité* n° 17733 du 15 janvier 2019; *l'actualité* n° 17736 du 18 janvier 2019).

Chômage

► **Le patronat suspend sa participation aux négociations sur l'assurance chômage.** Les trois organisations patronales représentatives ont successivement annoncé, le 28 janvier, qu'elles suspendaient leur participation à la négociation relative à l'assurance chômage, en cours depuis le 9 novembre 2018. Medef, CPME et U2P réclament des clarifications sur la position du président de la République quant à la mise en place d'un bonus-malus, auquel elles s'opposent frontalement. Lors des deux dernières séances (les 9 et 15 janvier), le sujet n'avait pas été abordé, leur permettant de finaliser les travaux d'analyse des différents thèmes au menu et de présentation des chiffrages de l'Unédic sans encore confronter leurs positions. Au cours de la huitième séance (le 22 janvier), les partenaires sociaux

avaient peu avancé, la discussion s'enlisant autour des contrats courts du bonus-malus. Finalement, le Medef va revenir à la table des discussions, a indiqué son président, Geoffroy Roux de Bézieux, au Parisien.fr le 31 janvier. (*l'actualité n° 17731 du 11 janvier 2019; l'actualité n° 17735 du 17 janvier 2019; l'actualité n° 17740 du 24 janvier 2019; l'actualité n° 17743 du 29 janvier 2019; l'actualité n° 17744 du 30 janvier 2019*).

▣ **Le nouveau barème de sanctions des demandeurs d'emploi est fixé.** Depuis le 1^{er} janvier 2019, une nouvelle échelle de sanctions est opposable aux demandeurs d'emploi en cas de manquements à leurs obligations, ainsi qu'en cas de fraude ou de fausse déclaration, en vertu d'un décret du 28 décembre 2018 (*D. n° 2018-1335 du 28 décembre 2018, JO 30 décembre*) pris en application de la loi Avenir professionnel. Parallèlement, l'ensemble des compétences de sanction sont transférées à Pôle emploi et les modalités de la procédure contradictoire sont harmonisées. Tirant les conséquences de ces évolutions, Pôle emploi a fait le point dans une instruction du 3 janvier 2019 sur les nouvelles sanctions dont les demandeurs d'emploi peuvent faire l'objet. Les syndicats se sont élevés contre ce barème (*l'actualité n° 17727 du 7 janvier 2019; l'actualité n° 17742 du 28 janvier 2019*).

▣ **Revalorisation de l'aide de l'État dans le cadre de l'expérimentation « Territoires zéro chômeur de longue durée ».** La participation de l'État au financement de la contribution au développement de l'emploi est fixée par arrêté du 26 décembre 2018 (*Arr. du 26 décembre 2018, JO 20 janvier 2019, NOR: MTRD1835272A*), au titre de l'année 2019, à 95 % du montant brut horaire du Smic (1 445,16 € par mois au 1^{er} janvier 2019), contre 101 % en 2018 (*v. l'actualité n° 17241 du 11 janvier 2017*). Le taux de cette aide versée aux entreprises conventionnées qui réalisent des embauches en CDI dans le cadre de l'expérimentation « Territoires zéro chômeur de longue durée » doit être compris, entre 53 % et 101 % (*l'actualité n° 17738 du 22 janvier 2019*).

▣ **Le nombre de chômeurs a nettement diminué au quatrième trimestre 2018.** Après avoir augmenté le trimestre précédent, le chômage est reparti à la baisse au quatrième trimestre 2018. Selon les données publiées par la Dares et Pôle emploi le 25 janvier 2019, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A recule ainsi de 1,1 % entre octobre et décembre 2018. Sur un an, il décroît de 1,5 % (*l'actualité n° 17743 du 29 janvier 2019*).

Contrat de travail

▣ **Syndicats et patronat se fixent un nouveau calendrier de négociation sur l'encadrement.** Après dix mois d'interruption, la négociation sur l'encadrement a repris le 24 janvier 2019. La dernière (et seulement deuxième) séance de négociation s'était tenue le 13 mars (*v. l'actualité n° 17531 du 15 mars 2018*) et la troisième n'avait jamais eu lieu, en dépit de la nomination d'un nouveau chef de file patronal, Michel Guilbaud, de la tenue de bilatérales fin septembre/début octobre et de deux appels intersyndicaux à la reprise (*v. l'actualité n° 17687 du 7 novembre 2018*). La séance de négociation du 24 janvier a été l'occasion pour les syndicats et le patronat de définir un nouveau calendrier: les prochaines séances plénières de négociation auront lieu le 5 mars, le 29 mars et le 19 avril (*l'actualité n° 17736 du 18 janvier 2019; l'actualité n° 17742 du 28 janvier 2019*).

▣ **Plateforme Uber: la Cour d'appel de Paris reconnaît l'existence d'un contrat de travail.** Plateformes, nouvel épisode: après l'arrêt Take Eat Easy rendu par la Cour

de cassation le 28 novembre 2018 (*Cass. soc., 28 novembre 2018, n° 17-20. 079 PBRI*), un chauffeur lié au géant américain Uber a obtenu, le 10 janvier 2019, la requalification de son contrat de prestation de services en un contrat de travail devant la Cour d'appel de Paris (*CA Paris, pôle 6, ch. 2, 10 janvier 2019, n° 18/08357*). Une première pour Uber qui a d'ores et déjà annoncé se pourvoir en cassation. Selon Fabien Masson, avocat associé au sein du cabinet Berthezène Nevouet Rivet, qui défendait le chauffeur, l'arrêt Take Eat Easy rendu par la Cour de cassation aurait « incité la cour d'appel à juger qu'il existait bien un lien de subordination » dans l'affaire Uber jugée le 10 janvier (*l'actualité n° 17734 du 16 janvier 2019*).

▣ **Affaire Take Eat Easy: les prud'hommes de Nice condamnent la plateforme pour travail dissimulé.** Sale temps pour les plateformes. Après la Cour de cassation (*Cass. soc., 28 novembre 2018, n° 17-20.079 PBRI; v. l'actualité n° 17705 du 3 décembre 2018*) et la Cour d'appel de Paris (*CA Paris, pôle 6, ch. 2, 10 janvier 2019, n° 18/08357; v. l'actualité n° 17734 du 16 janvier 2019*), c'était au tour des prud'hommes de Nice (*Cons. prud'h. Nice, 22 janvier 2019, n° 18/00668*) de se prononcer en faveur de la requalification du contrat d'un travailleur de plateforme le 22 janvier dernier. Et en l'occurrence, la plateforme en question n'était nulle autre que... Take Eat Easy. La société, qui a depuis été liquidée, est bien présente dans les prétoires. Hormis le coursier qui a été jusqu'en cassation, d'autres coursiers anciennement liés à la plateforme ont saisi les juridictions prud'homales. À Nice, Paris ou encore Toulouse, plusieurs affaires sont actuellement pendantes devant les prud'hommes et, au vu des décisions récentes, l'issue paraît mal engagée pour Take Eat Easy. Dans leur jugement, les prud'hommes de Nice ne se contentent pas de « [reconnaître] l'existence d'un contrat de travail à temps plein », mais condamnent également la société à payer une indemnité de 8 796 € au salarié pour travail dissimulé. Une solution qui pourrait influencer sur la plainte déposée au pénal par les coursiers qui sont actuellement entendus par la brigade de la répression de la délinquance contre la personne. Affaire(s) à suivre (*l'actualité n° 17740 du 24 janvier 2019*).

▣ **Infraction routière: l'absence de désignation du salarié peut être imputée à l'entreprise.** Alors que l'obligation de transmettre l'identité du salarié ayant commis une infraction routière avec un véhicule de l'entreprise pèse légalement sur le représentant légal de cette dernière, l'avis de contravention pour non-dénonciation peut tout à fait être adressé à la personne morale, laquelle pourra d'ailleurs être pénalement poursuivie au titre de cette infraction commise, pour son compte, par son représentant. C'est ce que précise la chambre criminelle de la Cour de cassation dans deux arrêts du 11 décembre 2018 (*l'actualité n° 17738 du 22 janvier 2019*).

▣ **La médiation en entreprise expliquée par Pierre Beretti, médiateur et ancien DRH.** Le climat n'est pas toujours au beau fixe entre les différents acteurs de l'entreprise. Et lorsque les relations se dégradent, la rupture apparaît parfois inévitable. Dans bien des situations pourtant, la médiation peut constituer une voie de sortie du conflit. Mais DRH, représentants du personnel, comme salariés méconnaissent bien souvent le processus, alors même que dans le contexte actuel, la médiation semble constituer un outil d'avenir. Le point avec Pierre Beretti, médiateur et ancien DRH (*l'actualité n° 17733 du 15 janvier 2019*).

► **Les travaux publics limitent le recours aux contrats courts et favorisent l'insertion professionnelle.** Les travaux publics rejoignent les branches (notamment la métallurgie, la propreté, le commerce et distribution) qui ont conclu un accord collectif destiné à limiter le recours aux contrats courts. Leur accord, signé le 4 décembre 2018 et déposé le 8 janvier 2019 à la DGT, s'appuie sur un diagnostic qui fait ressortir un recours important aux contrats de travail temporaires de 31 jours au plus dans la branche. Même si ce recours est justifié par la saisonnalité de l'activité et la cyclicité de la commande publique, l'accord prévoit différentes mesures permettant d'allonger les durées d'emploi et de sécuriser les parcours professionnels. L'engagement s'étend au développement de l'apprentissage pour favoriser l'accès à l'emploi durable (*l'actualité n° 17731 du 11 janvier 2019*).

► **Les industries de carrières et matériaux concluent sur le contrat à durée déterminée.** Applicable après extension, un accord du 5 décembre 2018 prévoit des nouvelles dispositions relatives au recours et à la durée des contrats de travail à durée déterminée dans les industries de carrières et matériaux. Notamment, il donne la possibilité aux entreprises de recourir au CDD de projet à objet défini, quel que soit leur effectif, selon des modalités qui sont ouvertes pour l'emploi d'ingénieurs et cadres, relevant des niveaux 8 à 10 de la classification de la branche (*l'actualité n° 17731 du 11 janvier 2019*).

► **La grande distribution s'engage pour une « utilisation raisonnée » des contrats courts.** La grande distribution a conclu, le 14 décembre 2018, un accord et un avenant relatifs à la limitation des contrats « courts ». Même si la branche s'avère moins utilisatrice que d'autres de contrats de moins d'un mois, elle marque ainsi sa volonté de « contribuer à la lutte contre la précarité ». L'accord prévoit de nouvelles mesures, tel le recours au CDI intérimaire, pour allonger les durées d'emploi. L'avenant est consacré au contrat d'opération et au régime du CDD. Il permet notamment la conclusion d'un CDD unique en remplacement de plusieurs salariés absents, prévu par la loi Avenir professionnel (*l'actualité n° 17735 du 17 janvier 2019*).

► **Les accords conclus par l'industrie pharmaceutique pour fixer les conditions de recours au CDI de chantier et au CDD invalidés.** Après la métallurgie, l'industrie pharmaceutique a introduit à son tour des dispositions de branche sur le contrat de chantier et sur l'assouplissement du recours au CDD, à travers deux accords du 20 décembre 2018. Le second texte, qui permet la réduction du délai de carence entre deux CDD, a pour objet plus général de réviser la CCN. Cependant, l'accord sur les CDI de chantier a été invalidé la semaine du 7 janvier après le retrait des signatures de la CFDT et de la CFTC, deux des trois syndicats signataires (avec l'Unsa). Quant à l'accord modifiant la CCN, il avait été signé par la CFDT et la CFTC seules, mais les autres organisations représentatives (Unsa, CFE-CGC, CGT et FO) ont fait valoir leur droit d'opposition, finissant par l'invalidation également (*l'actualité n° 17728 du 8 janvier 2019*; *l'actualité n° 17735 du 17 janvier 2019*).

► **Les équipements thermiques veulent mettre en œuvre le contrat de chantier.** Après leur extension, deux accords expérimentaux, signés le 20 décembre 2018, permettront, durant trois ans aux entreprises de la branche de l'exploitation et de la gestion d'équipements thermiques de recourir au contrat de chantier ou d'opération. Ces accords complètent les deux CCN, celles des cadres et des OETAM (ouvriers, employés, techniciens et agents de maîtrise), par des dispositions

identiques portant sur la définition du chantier, les modalités du contrat de travail, les garanties assurées en matière de formation et les conditions de rupture (*l'actualité n° 17738 du 22 janvier 2019*).

► **Un premier accord dédié aux groupements d'employeurs en région Nouvelle-Aquitaine.** Un accord s'adressant aux salariés des groupements d'employeurs de Nouvelle-Aquitaine, signé le 22 novembre 2018, vise à assurer la sécurité juridique des mises à disposition à temps partagé réalisées par ces groupements et à créer un sentiment d'appartenance du salarié à son groupement. Même s'il veut être un accord et non une charte, il reste cependant d'application volontaire par les groupements d'employeurs auxquels il s'adresse. Prochainement publié au *Bulletin officiel des conventions collectives*, il traite d'un outil juridique, parfois présenté comme une possible alternative aux « contrats courts » (*l'actualité n° 17741 du 25 janvier 2019*).

Contrôle

► **Une circulaire explicite l'expérimentation d'une durée de contrôle limitée dans les petites et moyennes entreprises.** Dans le cadre de la loi Confiance du 10 août 2018, une expérimentation visant à limiter la durée totale de contrôle à 270 jours par période de trois ans pour les entreprises de moins de 250 salariés dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros, situées dans les régions Auvergne-Rhône-Alpes et Hauts-de-France, a été mise en place à partir du 1^{er} décembre 2018 (*v. le dossier juridique -Sécu.- n° 163/2018 du 10 septembre 2018*). Ces modalités ont été précisées par un décret du 21 novembre 2018 (*v. l'actualité n° 17701 du 27 novembre 2018*). Une circulaire du ministère de l'Action et des Comptes publics du 27 décembre 2018 explicite le périmètre du dispositif et les modalités de calcul de la limitation de la durée cumulée des contrôles (*Circ. min. du 27 décembre 2018, NOR: CPAM1831428C*) (*l'actualité n° 17734 du 16 janvier 2019*).

► **Code de déontologie de l'inspection du travail : l'entretien de prévention des conflits d'intérêts validé.** Le Conseil d'État a rejeté, le 19 décembre (*CE, 19 décembre 2018, n° 411554*), la requête introduite par SUD travail/affaires sociales pour obtenir l'annulation de certaines dispositions introduites dans la partie réglementaire du Code du travail par le décret n° 2017-541 du 12 avril 2017 portant Code de déontologie du service public de l'inspection du travail (*C. trav., art. R. 8124-1 à R. 8124-33*). Ce recours visait notamment l'entretien consacré à la prévention des conflits d'intérêts, qui doit être proposé par l'autorité hiérarchique à chaque agent mais qui n'est obligatoire que pour les agents de contrôle soumis à l'obligation de déclaration d'intérêts (*l'actualité n° 17727 du 7 janvier 2019*).

Conventions et accords

► **Les salariés non journalistes de la presse d'information spécialisée ont une nouvelle CCN.** En vue « d'harmoniser les rapports entre employeurs et salariés » des entreprises de la presse d'information spécialisée ou professionnelle, les partenaires sociaux ont signé, le 27 décembre 2018, une nouvelle convention collective regroupant l'ensemble de ces catégories de personnel (*l'actualité n° 17741 du 25 janvier 2019*).

► **Ordre public de branche dans la fabrication et le commerce de produits pharmaceutiques.** Les partenaires sociaux, sauf la CGT, ont conclu, le 13 novembre 2018,

un accord relatif à l'impérativité de l'article 15 des dispositions générales de la convention collective nationale du 1^{er} juin 1989. Cet accord utilise la possibilité donnée aux branches par le Code du travail (*art. L. 2253-1 et L. 2253-2*), d'interdire, dans quatre domaines supplémentaires, à un accord d'entreprise de comporter des stipulations différentes de celles prévues par la convention collective, sauf si celle-ci assure des garanties au moins équivalentes. L'article 15 de la CCN porte sur les « travaux pénibles » (*l'actualité n° 17728 du 8 janvier 2019*).

➤ **Actualisation de la CCN de la pharmacie d'officine.** Le BO-CC n° 2018-41 a publié l'avenant du 18 juin 2018, conclu dans le cadre des travaux d'actualisation de la convention collective nationale. Signé par les deux organisations d'employeurs et les six syndicats représentatifs, cet avenant actualise notamment les dispositions de la CCN portant sur l'embauche, la période d'essai et les indemnités de licenciement (*l'actualité n° 17741 du 25 janvier 2019*).

➤ **Statut collectif de la coiffure.** Le BO-CC n° 2018-41 a publié l'avenant n° 41 du 31 mai 2018 relatif aux congés pour événements familiaux. Conclu par les deux organisations patronales, la CFDT et FO, cet accord sera applicable après extension (*l'actualité n° 17742 du 28 janvier 2019*).

➤ **Statut collectif des agences de presse.** Le BO-CC n° 2018-41 a publié l'avenant n° 3 du 30 juin 2018 à la CCN des employés techniciens et cadres (*v. l'actualité n° 17360 du 5 juillet 2017*). Conclu par les deux organisations patronales, la CFDT, la CFE-CGC, FO et Solidaires, il vise à mettre la convention collective en conformité avec les ordonnances Macron. Il met notamment à jour les rapports entre les accords d'entreprise ou d'établissement et celle-ci (*l'actualité n° 17743 du 29 janvier 2019*).

Économie et conjoncture

➤ **L'attractivité de la France reste forte, révèle une enquête de Kantar pour Business France.** Selon une enquête de Kantar pour Business France réalisée début janvier auprès de 500 investisseurs étrangers venant de cinq pays, la crise des gilets jaunes n'a pas trop nui à l'image de l'Hexagone, révèlent *Les Échos* (21-01). La France tient son rang de 2^e pays jugé le plus attractif en Europe, derrière l'Allemagne. Elle est jugée attractive par 87 % des répondants, c'est-à-dire autant qu'à l'automne dernier. « La perception de la France par les étrangers n'a quasiment pas été affectée par les gilets jaunes », assure Christophe Lecourtier, le directeur général de Business France (*l'actualité n° 17741 du 25 janvier 2019*).

➤ **L'année 2018 s'achève sur une hausse des prix de 1,6 % en glissement annuel.** En décembre 2018, l'évolution de l'indice des prix à la consommation de l'ensemble des ménages en France est nulle, indique l'Insee le 15 janvier 2019. Une stabilité due à la nette baisse des prix de l'énergie et, dans une moindre mesure, de ceux des produits manufacturés compensée par un rebond des prix des services et de l'alimentation. Sur un an, l'inflation atteint 1,6 % (*l'actualité n° 17735 du 17 janvier 2019*).

Égalité et diversité

➤ **Indicateurs de l'égalité F/H : un décret fixe la méthode de calcul et d'évaluation.** Les modalités de calcul et le barème des indicateurs de l'égalité entre les femmes et

les hommes en entreprise sont détaillés par un décret du 8 janvier 2019. Ce texte précise les salariés et éléments de rémunération à prendre en compte, ainsi que la marche à suivre en cas d'indicateurs incalculables (*l'actualité n° 17730 du 10 janvier 2019*).

➤ **Sylvie Leyre recommande aux entreprises des actions complémentaires à l'index de l'égalité F/H.** Dans un rapport daté du 23 janvier 2019, Sylvie Leyre préconise aux entreprises de mener des actions complémentaires à la mise en œuvre de l'index de l'égalité entre les femmes et les hommes. En effet, si l'index « devra permettre de résorber une partie des écarts de rémunération », d'autres mesures « peuvent garantir une meilleure équité de traitement », telles qu'améliorer la mixité des emplois et l'accès des femmes à la formation (*l'actualité n° 17743 du 29 janvier 2019*).

➤ **Arkema France renouvelle son engagement en faveur de l'égalité professionnelle.** Arkema France a conclu, le 31 octobre 2018, avec l'ensemble des syndicats, un nouvel accord sur l'égalité professionnelle et la diversité. Signé pour trois ans, le texte prévoit, entre autres, de faire progresser le taux de féminisation d'au moins 1 % sur les trois prochaines années (*l'actualité n° 17740 du 24 janvier 2019*).

Emploi

➤ **Reconduction de toutes les annexes financières 2018 dans la limite des quatre premiers mois de l'année 2019 pour l'IAE.** Pour 2019, la totalité des avenants financiers 2018 d'aide au poste relevant d'une convention financière pluriannuelle en vigueur au 1^{er} janvier 2019 sont reconduits automatiquement pour une période de quatre mois. À cette fin, l'Agence de service et de paiement met en place une duplication automatique des avenants arrivés à échéance au 31 décembre 2018, permettant la continuité des versements sur la base du montant conventionné en 2018. En cas de non-transmission à l'Agence de services et de paiement pour validation des avenants financiers au 30 avril 2019, les paiements aux structures seront suspendus (*Arr. du 14 décembre 2018, JO 23 décembre, NOR: MTRD1809384A*) (*l'actualité n° 17727 du 7 janvier 2019*).

➤ **Pérennisation du service militaire volontaire.** Le service militaire volontaire (SMV), qui vise à favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes, a été institué à titre expérimental jusqu'au 31 décembre 2018. La loi du 13 juillet 2018 relative à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense en prévoit la pérennisation. Cette dernière fait l'objet d'un décret d'application paru au Journal officiel du 23 décembre (*D. n° 2018-1207 du 21 décembre 2018, JO 23 décembre*). Ce texte définit notamment les conditions spécifiques en matière de ressources humaines applicables dans le cadre du service militaire volontaire (*l'actualité n° 17727 du 7 janvier 2019*).

Entreprises

➤ **Renault : les syndicats pour une évolution de la gouvernance, Bruno Le Maire « vigilant » sur les indemnités de départ de Carlos Ghosn.** Les syndicats du constructeur automobile Renault ont souhaité le 24 janvier une évolution de la gouvernance au sein du groupe et de son alliance avec Nissan, après la démission de Carlos Ghosn, remplacé par Jean-Dominique Senard et Thierry Bolloré. Concernant les indemnités de départ de l'ancien PDG de Renault, Carlos Ghosn, démissionnaire, « Je peux

vous dire que nous serons extrêmement vigilants, comme actionnaires de référence, sur les conditions de départ qui seront fixées par le conseil d'administration », a affirmé le ministre des Finances, Bruno Le Maire, le 23 janvier (*l'actualité n° 17742 du 28 janvier 2019; l'actualité n° 17743 du 29 janvier 2019*).

► **Ford-Blancquefort: le candidat à la reprise devra présenter des garanties, selon Bercy.** Le candidat à la reprise de l'usine Ford Blancquefort (Gironde), Punch Powerglide, doit présenter des garanties, en particulier de la part de ses clients, a expliqué une source à Bercy le 29 janvier, au lendemain du rejet du PSE du site. « On continue de penser que c'est une offre très sérieuse, après ils avaient des discussions très avancées avec leurs clients et au final, ça prend un peu plus de temps pour obtenir ces confirmations », a expliqué cette source ministérielle. Selon elle, Punch n'a « toujours pas » présenté de lettre d'intention de clients potentiels. « Il y a eu un retournement de conjoncture dans le marché automobile, tous les grands clients sont de plus en plus attentistes », indique-t-on encore à Bercy, en expliquant que ce sujet « pèse sur les perspectives commerciales ». Dans ce délai estimé entre 15 jours et un mois par Bercy, Ford devra également préciser « comment il envisage des modalités de réindustrialisation du site » pour recréer de l'emploi, un point sur lequel le gouvernement entend demander au constructeur d'améliorer son plan (*l'actualité n° 17728 du 8 janvier 2019; l'actualité n° 17734 du 16 janvier 2019; l'actualité n° 17744 du 30 janvier 2019; l'actualité n° 17745 du 31 janvier 2019*).

► **France Télévisions veut supprimer un millier de postes d'ici 2022.** Après son annonce en décembre, la direction de France Télévisions a chiffré le 14 janvier 2019 la suppression de postes d'ici 2022 sur une base volontaire à un millier. Ce chiffre correspond au solde entre les départs et les recrutements puisque le groupe compte procéder à des embauches ou à l'intégration de collaborateurs non permanents, notamment pour développer ses compétences dans le numérique. « Le plan accompagnera majoritairement des départs à la retraite » et « sera accompagné de mesures facilitant la mobilité interne », avait souligné en décembre Arnaud Lesaunier, directeur général délégué RH et organisation de France Télévisions. Mais ce « plan de recomposition » fait face à d'importantes hostilités en interne (*l'actualité n° 17735 du 17 janvier 2019*).

► **Arjowiggings Security: après les cartes grises, les salariés brûlent les passeports.** Après les cartes grises, les salariés de l'usine d'Arjowiggings Security à Jouy-sur-Morin, placée en liquidation judiciaire, ont commencé à brûler leur stock de papier sécurisé pour passeports et chèques de banque pour obtenir du gouvernement des conditions de licenciement « décentes ». Une délégation de salariés a rencontré la préfète de Seine-et-Marne le 28 janvier puis, le 29, un conseiller de la ministre du Travail, Muriel Pénicaud. Mais les réponses sont « très insuffisantes », estime Patrice Schaafs, délégué syndical CGT et secrétaire du comité central d'entreprise. Les 240 salariés de cette entreprise vieille de 400 ans, rachetée en avril par un fonds d'investissement suisse qui n'a pas mis en place de plan social, réclament une indemnité de 50 000 €, « ce qui est donné en moyenne lors des plans sociaux », selon le délégué. Selon lui, le gouvernement n'a proposé qu'un « rattrapage de salaire de 300 € mensuels maximums pour ceux qui retrouveraient un travail moins bien payé » (*l'actualité n° 17729 du 9 janvier 2019; l'actualité n° 17736 du 18 janvier 2019; l'actualité n° 17742 du 28 janvier 2019; l'actualité*

n° 17743 du 29 janvier 2019; l'actualité n° 17746 du 1^{er} février 2019).

► **Ryanair: levée de l'appel à la grève en Espagne après un accord.** Les syndicats Sitcpla et USO, qui représentent environ 1 800 personnels de cabine de Ryanair en Espagne, ont annoncé, le 9 janvier, la levée de l'appel à la grève prévue les 10 et 13, après être parvenus à un accord avec la compagnie irlandaise. L'appel à la grève la veille avait été levé le 7 janvier. Selon les deux organisations, cet accord garantit « la stabilité de l'emploi, améliore les conditions de travail » et prévoit « l'application de la législation espagnole » et non irlandaise dans les contrats de travail, ce qui était « la principale revendication » des personnels de cabine (*l'actualité n° 17725 du 3 janvier 2019; l'actualité n° 17729 du 9 janvier 2019; l'actualité n° 17730 du 10 janvier 2019*).

Famille

► **Les plafonds d'attribution des prestations familiales sont revalorisés de 1 % en 2019.** Les plafonds d'attribution des prestations familiales applicables du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019 ont été revalorisés de 1 % (hausse des prix hors tabac pour 2017) par un arrêté du 21 décembre 2018. Le montant des prestations familiales sera, quant à lui, revalorisé au 1^{er} avril 2019 (*l'actualité n° 17727 du 7 janvier 2019*).

► **Réforme du congé parental de 2015: les mères non diplômées et à mi-temps davantage impactées.** Selon un document de travail du Centre d'études de l'emploi et du travail (CEET) publié le 11 décembre 2018, la réduction de 36 à 24 mois de la durée d'indemnisation du congé parental pour les couples dont le deuxième enfant est né à partir du 1^{er} janvier 2015, dès lors qu'il n'est pris que par l'un des deux parents, a réduit la probabilité, pour les mères, d'y recourir à temps plein. Certains profils sont davantage concernés: les mères non diplômées du supérieur, les salariées du secteur privé, et plus particulièrement celles qui travaillent à mi-temps ou moins (*l'actualité n° 17730 du 10 janvier 2019*).

Formation

► **Les niveaux d'alimentation du CPF applicables au 1^{er} janvier 2019 sont définis.** À compter du 1^{er} janvier 2019, le compte personnel de formation (CPF) des salariés est alimenté à hauteur de 500 € par an dans la limite de 5 000 €, ou de 800 € dans la limite de 8 000 € pour les moins qualifiés. C'est ce que prévoit un décret du 28 décembre 2018 (*D. n° 2018-1329 du 28 décembre 2018, JO 30 décembre*) qui organise le changement d'unité du CPF des heures vers les euros (*l'actualité n° 17726 du 4 janvier 2019*).

► **Diverses précisions sur les modalités de mise en œuvre de la réforme du CPF.** Quatre décrets du 28 décembre dernier (*D. n° 2018-1333, n° 2018-1336, n° 2018-1338 et n° 2018-1346 du 28 décembre 2018, JO 30 décembre*) ont précisé plusieurs modalités nécessaires à la mise en œuvre du CPF après sa réforme par la loi Avenir professionnel. L'un d'entre eux fixe les conditions d'éligibilité de certaines actions comme le bilan de compétences ou le permis de conduire. Un autre précise notamment le délai à respecter pour demander une autorisation d'absence afin de se former avec le CPF pendant le temps de travail (*l'actualité n° 17737 du 21 janvier 2019*).

► **Les nouvelles modalités de mise en œuvre des actions de formation.** Deux décrets du 28 décembre 2018 (*D. n° 2018-1330 et n° 2018-1341 du 28 décembre 2018,*

JO 30 décembre) ont précisé l'organisation des actions de formation, et en particulier de celles qui se déroulent à distance ou en situation de travail. Ils fixent en outre les conditions de conventionnement applicables à l'ensemble des actions de développement des compétences. Enfin, ils ajustent les règles d'organisation du bilan de compétences (*l'actualité* n° 17739 du 23 janvier 2019).

➤ **Les modalités de mise en œuvre des projets de transition professionnelle.** Le congé individuel de formation a laissé sa place au projet de transition professionnelle au 1^{er} janvier 2019. Deux décrets (*D. n° 2018-1332 du 28 décembre 2018, JO 30 décembre*; *D. n° 2018-1339 du 28 décembre 2018, JO 30 décembre*) et un arrêté (*Arr. du 28 décembre 2018, JO 30 décembre, NOR: MTRD1834788A*) du 28 décembre 2018 déterminent les conditions de mise en œuvre et de financement de ce nouveau dispositif. Ils préservent notamment les conditions d'ancienneté qui permettaient l'accès au CIF et organisent l'installation des commissions qui gèreront les demandes de prise en charge (*l'actualité* n° 17729 du 9 janvier 2019).

➤ **L'aide unique aux employeurs d'apprentis s'élève à 7 325 € sur trois ans.** Un décret du 28 décembre 2018 (*D. n° 2018-1348 du 28 décembre 2018, JO 30 décembre*) fixe le montant de la nouvelle aide à l'embauche d'un apprenti au maximum à 4 125 € la première année du contrat, à 2 000 € la deuxième et à 1 200 € la troisième. Le texte confirme que l'aide unique à l'apprentissage est réservée aux embauches réalisées par des PME depuis le 1^{er} janvier 2019 et visant des jeunes dont le niveau ne dépasse pas le baccalauréat (*l'actualité* n° 17725 du 3 janvier 2019).

➤ **Apprentissage : les modalités de définition des coûts contrats.** Depuis le 1^{er} janvier 2019, les centres de formation d'apprentis doivent être financés par les Opcv pour chaque contrat d'apprentissage en fonction de coûts contrats déterminés par les branches ou, à défaut, par voie réglementaire. Un décret du 28 décembre 2018 (*D. n° 2018-1345, 28 décembre 2018, JO 30 décembre*) définit les modalités de fixation de ces niveaux de prise en charge forfaitaire en fonction de la certification préparée (*l'actualité* n° 17727 du 7 janvier 2019).

➤ **Les apprentis disposent d'une nouvelle grille de salaire et pourront être surveillés par des médecins de ville.** La rémunération des apprentis de moins de 20 ans est améliorée de deux points à compter du 1^{er} janvier 2019. C'est ce que prévoit un décret du 28 décembre 2018 (*D. n° 2018-1340, 28 décembre 2018, JO 30 décembre*) qui accorde également aux apprentis de 26 à 29 ans une rémunération minimale égale au Smic. Un autre décret du même jour (*D. n° 2018-1347, 28 décembre 2018, JO 30 décembre*) organise en outre l'expérimentation de la visite d'information et de prévention des apprentis auprès de la médecine de ville (*l'actualité* n° 17727 du 7 janvier 2019).

➤ **Les modalités d'attribution de l'aide au permis de conduire pour les apprentis sont fixées.** Un décret du 3 janvier 2019 (*D. n° 2019-1 du 3 janvier 2019, JO 4 janvier*) définit les modalités de mise en œuvre de l'aide de 500 € qui peut être attribuée aux apprentis pour simplifier le financement de leur permis de conduire. Cette aide doit être demandée par les apprentis à leur CFA qui la leur verse. Elle est financée par France compétences et versée aux CFA par l'Agence de services et de paiement (*l'actualité* n° 17732 du 14 janvier 2019).

➤ **Expérimentation de l'élargissement du contrat de professionnalisation : modalités et cahier des charges sont fixés.** La loi Avenir professionnel a prévu d'expérimenter le recours au contrat de professionnalisation en vue d'ac-

quérir des compétences définies par l'employeur et l'opérateur de compétences (Opcv), en accord avec le salarié (*v. le dossier juridique -Form.- n° 234/2018 du 28 décembre 2018*). Un décret (*D. n° 2018-1263 du 26 décembre 2018, JO 28 décembre*) définit les modalités de mise en œuvre de cette expérimentation et un arrêté du même jour (*Arr. du 26 décembre 2018, JO 28 décembre, NOR: MTRD1830970D*) en fixe le cahier des charges. L'expérimentation durera trois ans à compter du 28 décembre 2018, soit jusqu'au 27 décembre 2021. Elle doit permettre de favoriser l'insertion des personnes éloignées de l'emploi en permettant l'acquisition d'un ou plusieurs blocs de compétences (*l'actualité* n° 17725 du 3 janvier 2019).

➤ **Organisation et fonctionnement de France compétences.** Le décret du 28 décembre 2018 (*D. n° 2018-1331 du 28 décembre 2018, JO 30 décembre*) qui définit les règles de répartition des fonds de la formation et de l'alternance définit aussi les règles d'organisation et de fonctionnement de France compétences (*v. le dossier juridique -Form.- n° 223/2018 du 10 décembre 2018*). Un décret du 14 janvier 2019 (*D. du 14 janvier 2019, JO 16 janvier, NOR: MTRD1900230D*) nomme Jérôme Tixier président du conseil d'administration de France compétences. Il complète l'arrêté du 11 janvier (*Arr. du 11 janvier 2019 NOR: MTRD1834613A*), qui désigne les membres de quatre des collèges (État, régions, syndicats, patronat) du conseil d'administration de l'institution nationale de gouvernance quadripartite et précise la répartition des voix (*l'actualité* n° 17735 du 17 janvier 2019).

➤ **Un décret organise la mutation de la CNNC en CNNCEFP.** La loi Avenir professionnel du 5 septembre 2018 prévoit qu'au 1^{er} janvier 2019, France compétences remplace trois institutions nationales dont le Conseil national de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles (Cnefop) (*v. le dossier juridique -Form.- n° 223/2018 du 10 décembre 2018*). Un décret (*D. n° 2018-1262 du 26 décembre 2018, JO 28 décembre*) organise le transfert, au 1^{er} janvier 2019, de la mission consultative du Cnefop à la Commission nationale de la négociation collective (CNNC) qui devient la Commission nationale de la négociation collective, de l'emploi et de la formation professionnelle (CNNCEFP) (*l'actualité* n° 17725 du 3 janvier 2019).

➤ **La répartition des fonds mutualisés de la formation et de l'alternance.** L'affectation des fonds de la formation et de l'alternance est encadrée par un décret du 28 décembre 2018 (*D. n° 2018-1331 du 28 décembre 2018, JO 30 décembre*). Il prévoit notamment que France compétences répartira ces fonds entre les différents dispositifs conformément à des fourchettes de taux et réservera une part forfaitaire à l'État pour la formation des demandeurs d'emploi (*l'actualité* n° 17733 du 15 janvier 2019).

➤ **Le régime transitoire de déductibilité des contributions spécifiques à la formation dans le BTP.** Au titre de l'année 2019, les contributions spécifiques au développement de la formation des entreprises d'au moins 11 salariés des secteurs du bâtiment et des travaux publics (BTP) sera entièrement déductible de leur contribution formation (1 % de la masse salariale). C'est ce qu'acte un décret du 28 décembre 2018 (*D. n° 2018-1344 du 28 décembre 2018, JO 30 décembre*), qui ne prévoit en revanche aucune part déductible dans les entreprises de moins de 11 salariés. Provisoirement fixé pour 2019 à 0,30 % de la masse salariale dans le bâtiment et 0,22 % dans les travaux publics, le taux de cette contribution spécifique doit être fixée par accord collectif à compter de 2020 (*v. le dossier juridique -Form.- n° 208/2018 du 16 novembre 2018*) (*l'actualité* n° 17743 du 29 janvier 2019).

► **L'enregistrement des certifications professionnelles au RNCP ou au nouveau répertoire spécifique est encadré.** Un arrêté du 4 janvier 2019 (*Arr. du 4 janvier 2019, JO 15 janvier, NOR: MTRD1835660A*) fixe les nouvelles modalités d'enregistrement au répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) et au répertoire spécifique des certifications et habilitations (RSCH) correspondant à des compétences exercées en situation professionnelle (*v. le dossier juridique -Form.- n° 223/2018 du 10 décembre 2018*). Il en ressort notamment, que chaque titre dont l'enregistrement est demandé doit faire l'objet d'une fiche dont les renseignements ont vocation à être publiés dans le répertoire concerné. S'agissant de ce niveau de qualification, notons qu'un décret et un arrêté du 8 janvier dernier (*D. n° 2019-14 du 8 janvier 2019, JO 9 janvier; Arr. du 8 janvier 2019, JO 9 janvier, NOR: MTRD1834963A*) ont fixé le cadre national des certifications professionnelles. Ce cadre définit le niveau de qualification associé à chaque diplôme ou titre enregistré au répertoire national des certifications professionnelles en fonction de critères de gradation des compétences nécessaires à l'exercice de l'activité professionnelle visée (*l'actualité n° 17734 du 16 janvier 2019*).

► **Précisions sur les modalités et niveaux de prise en charge par les Opco.** Un décret du 28 décembre 2018 (*D. n° 2018-1342 du 28 décembre 2018, JO 30 décembre*) prévoit les modalités de prise en charge par les Opco des dépenses de formation des entreprises de moins de 50 salariés. Il détermine aussi les conditions de fixation par les branches des coûts contrats applicables aux contrats de professionnalisation et aux reconversions ou promotions par alternance. Le texte définit encore les niveaux de prise en charge des dépenses liées à l'exercice des fonctions de tuteur et de maître d'apprentissage (*l'actualité n° 17735 du 17 janvier 2019*).

► **Opérateurs de compétences: neuf demandes d'agrément sur 13 devraient être acceptées.** Sur les 10 à 11 opérateurs de compétences qui seront agréés d'ici le 1^{er} avril 2019, neuf devraient l'être dans les prochaines semaines. Quatre Opco ont été renvoyés à leur copie, a souligné le 25 janvier l'entourage de Muriel Pénicaud. À défaut pour les branches concernées de suivre les exigences ministérielles, elles se verront regroupées au sein d'opérateurs directement créés par l'État (*l'actualité n° 17744 du 30 janvier 2019*).

► **Vers un Opco interindustriel compétent pour près de 2,7 millions de salariés.** Après avoir lancé, en 2016, le rapprochement de l'Opcade (chimie, pétrole, pharmacie, plasturgie) et de l'Opcade 3+ (papier-carton, carrières et matériaux, ameublement, bois), les partenaires sociaux des branches industrielles, y compris l'UIMM et les fédérations syndicales de la métallurgie et les partenaires sociaux des industries électriques et gazières, ont signé, le 19 décembre 2018, l'accord, nécessaire à la création d'un opérateur de compétences interindustriel, appelé Opco 2i. Une demande d'agrément par les pouvoirs publics a été déposée avant le 31 décembre 2018 (*l'actualité n° 17734 du 16 janvier 2019*).

► **Ocapiat devrait être l'Opco de l'agriculture, de la pêche, des industries alimentaires et des territoires.** Créer un « même Opco pour l'agriculture, la production maritime, la transformation alimentaire et les territoires », c'est l'enjeu de l'accord signé le 18 décembre 2018 créant l'Opco Ocapiat, « dans un esprit d'efficience, de convergence et de transversalité ». Le nouvel Opco est en attente d'agrément par les pouvoirs publics (*l'actualité n° 17739 du 23 janvier 2019*).

► **Atlas devrait devenir l'Opco des services financiers et du conseil aux entreprises.** Créé par accord du 20 décembre 2018, l'Opco des services financiers et du conseil devrait s'appeler « Atlas, soutenir les compétences » et concerner 1,5 million de salariés. Le secteur bancaire est partie prenante à cette création, notamment la branche AFB et celle de la Banque Populaire, mais pas celle du Crédit Agricole. Sont également parties à l'accord la branche des bureaux d'études techniques et celle des experts-comptables (*l'actualité n° 17744 du 30 janvier 2019*).

► **Organismes dispensant des formations économiques, sociales et syndicales en 2019 et 2020.** Un arrêté du 2 janvier 2018 (*Arr. du 2 janvier 2019, JO 6 janvier, NOR: MTRT1900073A*) fixe la liste des organismes dont les stages ou sessions de formation consacrés à la formation économique, sociale et syndicale ouvrent droit aux congés de formation économique, sociale et syndicale prévus à l'article L. 2145-5 du Code du travail, pour les années 2019 et 2020. Y figurent des centres de formation des organisations syndicales de travailleurs reconnues représentatives au niveau national, des instituts spécialisés et un organisme spécialisé, sans modification par rapport à liste fixée dans l'arrêté de l'année précédente (*l'actualité n° 17730 du 10 janvier 2019*).

Handicapés

► **Entreprises adaptées: les nouvelles modalités d'agrément et de financement fixées par décret.** Un décret du 28 décembre 2018 (*D. n° 2018-1334 du 28 décembre 2018, JO 30 décembre*) a fixé les nouvelles conditions d'agrément et de financement des entreprises adaptées (EA), ainsi que les modalités d'accompagnement de leurs travailleurs handicapés. Il met ainsi en œuvre la réforme des EA portée par la loi Avenir professionnel du 5 septembre 2018 (*l'actualité n° 17726 du 4 janvier 2019*).

► **Les entreprises adaptées doivent compter au moins 55 % de travailleurs handicapés.** Alors qu'une entreprise adaptée devait comprendre jusqu'alors au moins 80 % de travailleurs handicapés parmi ses effectifs, un décret du 23 janvier (*D. n° 2019-39 du 23 janvier 2019, JO 25 janvier*) a abaissé ce seuil à 55 %, à compter du 1^{er} janvier 2019. Et, pour le calcul de l'aide financière versée aux EA, une proportion maximale de travailleurs handicapés pris en compte est fixée à 75 % (*l'actualité n° 17743 du 29 janvier 2019*).

► **De nouvelles entreprises adaptées sont retenues pour l'expérimentation du CDD « tremplin ».** Un arrêté du 19 décembre 2018 (*Arr. du 19 décembre 2018, JO 23 décembre, NOR: MTRD1834739A*) a une nouvelle fois complété la liste des entreprises adaptées (EA) qui mettront en œuvre l'expérimentation du contrat à durée déterminée (CDD) « tremplin », dont les modalités ont été définies par décret (*v. l'actualité n° 17695 du 19 novembre 2018*) (*l'actualité n° 17724 du 2 janvier 2019*).

IRP

► **OPA sur une société mère étrangère: la filiale affectée par l'offre doit consulter ses élus.** En l'absence de comité d'entreprise européen (CEE), les instances représentatives du personnel d'une filiale contrôlée par une société mère basée dans un autre État membre, doivent être informées et consultées sur les mesures de nature à affecter le volume ou la structure de ses effectifs, y compris en cas d'offre publique d'acquisition (OPA) portant

sur les titres de la société mère. Ainsi en a décidé la Cour de cassation dans un arrêt du 19 décembre 2018 (*Cass. soc.*, 19 décembre 2018, n° 18-14.520), estampillé «PBRI» et rédigé sous une forme inédite (*l'actualité* n° 17728 du 8 janvier 2019).

► **Le CE dissous peut transférer ses créances au CE de l'entreprise absorbante.** Le Code du travail ne se prononce pas sur le sort à réserver aux budgets et aux éventuels biens détenus par le comité d'entreprise, lorsque celui-ci est amené à disparaître par suite d'une opération de fusion-absorption touchant l'entreprise. Dans un arrêt du 16 janvier 2019 (*Cass. soc.*, 16 janvier 2019, n° 17-26.993 *F-PB*), la Cour de cassation précise utilement que le comité de l'entreprise absorbée peut décider la dévolution de son patrimoine au comité de l'entreprise absorbante, ce qui implique une transmission de l'ensemble de ses biens et droits de créance, y compris l'action tendant au paiement d'un rappel de subvention patronale (*l'actualité* n° 17743 du 29 janvier 2019).

► **Le comité d'établissement peut recourir à l'expertise en matière économique et financière.** Avant comme après l'intervention de la loi Rebsamen du 17 août 2015, le principe est le même : le droit du comité central d'entreprise d'être assisté pour l'examen annuel de la situation économique et financière de l'entreprise (ancien examen annuel des comptes) ne prive pas le comité d'établissement du droit d'être assisté par un expert-comptable pour l'examen de la situation économique de l'établissement. Ainsi en a décidé la Cour de cassation dans un arrêt du 16 janvier 2019 (*Cass. soc.*, 16 janvier 2019, n° 17-26.660 *FS-PB*) (*l'actualité* n° 17745 du 31 janvier 2019).

► **Smurfit Kappa France organise le fonctionnement de ses comités sociaux et économiques.** Smurfit Kappa, leader français et européen de l'emballage à base de papier carton (5 400 salariés en France), a signé, le 26 octobre 2018, un accord sur l'organisation et le fonctionnement de ses nouvelles instances de représentation du personnel, les comités sociaux économiques locaux et le comité social et économique central (CSEC). L'accord articule l'activité de ce dernier autour de deux consultations en juin et en décembre. Par ailleurs, il permet à chaque suppléant des CSE d'assister à tour de rôle aux réunions du CSE de son établissement. Et il sécurise le financement des activités sociales et culturelles (*l'actualité* n° 17736 du 18 janvier 2019).

► **Unanimité chez Thales pour définir les nouvelles IRP et l'exercice du droit syndical.** Les modalités de mise en œuvre et de fonctionnement des CSE, chez Thales sont définies par un accord de groupe du 13 décembre 2018. Celui-ci ne remet pas en cause l'organisation des sociétés et de leurs établissements. En revanche, il crée des représentants de proximité, pour « assurer une représentation du personnel au plus près des salariés ». Un second accord, conclu simultanément, relatif au dialogue social, reconnaît un droit de saisine des syndicats majoritaires. Il fixe la périodicité de négociation sur les différents thèmes du dialogue social (*l'actualité* n° 17737 du 21 janvier 2019).

► **Les télécommunications organisent la gestion des parcours des titulaires de mandats.** Rendre les mandats syndicaux plus attractifs, fluidifier leur parcours professionnel, ou encore favoriser le repositionnement professionnel des porteurs de mandat... Tels sont les principaux engagements pris par les télécommunications dans le cadre d'un accord unanime conclu le 26 octobre 2018. La branche encourage notamment les entreprises à organiser des formations communes

entre les titulaires de mandat, les managers et les RH afin de renforcer leur culture économique, financière et sociale et de disposer d'un socle commun de connaissances permettant ainsi une meilleure compréhension (*l'actualité* n° 17725 du 3 janvier 2019).

► **Activités sociales et culturelles dans les sociétés d'assurances.** Un accord du 13 novembre 2018, reconduit pour trois ans (jusqu'au 31 décembre 2021), l'accord du 20 décembre 1996. Selon ce texte, les sommes consacrées par les sociétés d'assurances au financement d'activités sociales et culturelles, quels qu'en soient l'objet, la forme, les modalités ou bénéficiaires, ne peuvent être inférieures à 0,60 % de la masse salariale de l'exercice précédent (*l'actualité* n° 17729 du 9 janvier 2019).

Justice

► **L'Assemblée nationale vote en nouvelle lecture la réforme de la Justice.** Le 23 janvier 2019, les députés ont amendé et adopté le projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice (325 voix pour, 213 contre et 5 abstentions) et le projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions (327 voix pour, 212 contre et 4 absences). Au cours de ce nouvel examen en séance publique, l'Assemblée nationale est notamment revenue sur la représentation en appel des contentieux sociaux et sur la fusion des greffes des tribunaux judiciaires et des conseils de prud'hommes. Le Sénat devrait à son tour examiner la réforme en nouvelle lecture à compter du 12 février prochain (*l'actualité* n° 17737 du 21 janvier 2019; *l'actualité* n° 17741 du 25 janvier 2019).

► **Arrêté portant nomination complémentaire de conseillers prud'hommes pour le mandat prud'homal 2018-2021.** Un arrêté publié au *Journal officiel* du 22 décembre 2018 (*Arr. du 14 décembre, JO 22 décembre, NOR: JUSB1834279A*) a nommé plus de 300 conseillers prud'hommes supplémentaires pour le mandat prud'homal 2018-2021. Toutes les personnes ainsi nommées sur proposition des organisations syndicales et professionnelles figurent sur le tableau annexé à l'arrêté. Ce dernier est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de Paris qui statue en premier et dernier ressort par tout candidat ou mandataire de liste dans un délai de dix jours à compter de sa publication (*l'actualité* n° 17727 du 7 janvier 2019).

Libertés individuelles

► **Géolocalisation et contrôle du temps de travail : la Cour de cassation resserre la vis.** L'employeur ne peut recourir à la géolocalisation pour contrôler les horaires de travail de ses salariés qu'à des conditions restrictives posées dès 2011 par la jurisprudence sociale : il faut notamment que ce contrôle ne puisse pas être effectué par un autre moyen... « fût-il moins efficace que la géolocalisation », ajoute la Cour de cassation dans un arrêt daté du 19 décembre 2018 (*Cass. soc.*, 19 décembre 2018, n° 17-14.631 *FS-PB*), en écho aux dernières évolutions de la jurisprudence administrative (*l'actualité* n° 17736 du 18 janvier 2019).

Licenciement économique

► **PSE et procédure collective : les conséquences de l'annulation de la décision du Direccte clarifiées.** En cas d'annulation de la décision de validation ou d'homologation du PSE élaboré dans une entreprise en redressement ou

en liquidation judiciaires, les salariés licenciés peuvent légalement prétendre à une indemnité minimale de six mois de salaires. Cette indemnité n'est pas réservée à l'hypothèse d'une annulation fondée sur une insuffisance du PSE. Comme le précise la Cour de cassation dans un arrêt du 19 décembre 2018 (*Cass. soc.*, 19 décembre 2018, n° 17-26.132 FS-PB), elle est due quel que soit le motif d'annulation de la décision du Direccte. Il convient toutefois de réserver le cas d'une annulation fondée sur une simple insuffisance de motivation de la décision administrative (*l'actualité* n° 17739 du 23 janvier 2019).

► **PSE: le respect de l'obligation de recherche d'un reprenneur relève du juge administratif.** À partir du moment où le Direccte a homologué ou validé le plan de sauvegarde de l'emploi, le principe de la séparation des pouvoirs s'oppose à ce que le juge judiciaire se prononce sur le respect par l'employeur de son obligation de recherche d'un reprenneur. En effet, cette question est de la « seule compétence » de la juridiction administrative, précise la Cour de cassation dans un arrêt du 16 janvier 2019 (*Cass. soc.*, 16 janvier 2019, n° 17-20.969 FS-PB) (*l'actualité* n° 17744 du 30 janvier 2019).

Maladie

► **Le cahier des charges des contrats responsables est adapté à la réforme « 100 % santé ».** Dans le cadre de la réforme du « reste à charge zéro », la LFSS pour 2019 a prévu la prise en charge obligatoire par les contrats responsables des frais optiques, dentaires et auditifs à hauteur d'un panier de soins « 100 % santé ». À cet effet, un décret du 11 janvier 2019 (*D. n° 2019-21 du 11 janvier 2019, JO 12 janvier*) détermine les modifications apportées au cahier des charges des contrats responsables (*l'actualité* n° 17733 du 15 janvier 2019).

► **Les professionnels de santé libéraux et la Sécu ouvrent une négociation sous pression.** Pour pousser les professionnels de santé libéraux à se grouper en « communautés territoriales », le gouvernement a demandé à l'Assurance maladie de leur faire signer un accord : une négociation s'ouvrirait ainsi le 16 janvier. Médecins, dentistes, pharmaciens sages-femmes, infirmiers, kinés, biologistes, centres de santé devront ainsi travailler ensemble. Il existe environ 200 communautés professionnelles territoriales de santé (CPTS) aujourd'hui. Le gouvernement en veut plus de 1 000 d'ici 2022 pour « mailler le territoire national », afin de garantir partout « l'accès des citoyens à un médecin traitant » et « la prise en charge des soins non programmés en ville », selon la lettre de cadrage envoyée par Agnès Buzyn à la Cnam fin décembre. La ministre de la Santé a laissé aux négociateurs jusqu'à « fin avril » pour conclure un « accord conventionnel interprofessionnel » (*l'actualité* n° 17736 du 18 janvier 2019).

► **La CSMF insatisfaite du premier round de négociation pour les assistants médicaux.**

La première séance de négociations conventionnelles concernant la mise en place des assistants médicaux, qui s'est déroulée le 24 janvier, « a permis de constater les divergences qu'il y a entre les positions de l'Assurance maladie et celles que défendent les médecins libéraux », a réagi la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) dans un communiqué diffusé le lendemain. Ils « doivent pouvoir être créés tant dans les cabinets de médecine générale qu'en médecine spécialisée. Mais les premières conditions avancées par l'Assurance maladie, tout particulièrement sur le zonage et l'exclusion du secteur 2, écartent une grande partie des médecins

spécialiste », déplore la CSMF. « Alors que les médecins exerçant seuls, surchargés de travail, dans des zones sous denses, sont ceux que la création d'assistants médicaux devrait prioriser pour les soutenir, l'Assurance maladie fait de l'exercice regroupé un critère d'éligibilité. Ceci peut avoir des impacts très négatifs sur l'accès aux soins dans ces territoires déjà en grande souffrance... » (*l'actualité* n° 17745 du 31 janvier 2019).

► **Santé: Agnès Buzyn tranchera au printemps sur la réforme du financement.** La ministre de la Santé a reçu le 29 janvier un rapport de la Drees proposant des pistes pour réformer le système de santé qui recommande de revoir tout à la fois les rémunérations des professionnels de santé en ville, des établissements de soins et l'ensemble du pilotage financier. Favorisant la quantité plutôt que la qualité, « le modèle de financement à l'activité a abouti à certains excès », y compris chez les professionnels de santé libéraux, a rappelé la ministre lors de la présentation du rapport. « La vocation de ce projet est d'aboutir à des évolutions majeures d'ici 2022 », a-t-elle affirmé, estimant que « la solution est vraisemblablement une diversification des modes de financement ». Agnès Buzyn a demandé aux auteurs du rapport « d'ouvrir dès la semaine prochaine un temps de discussion et de partage sur l'ensemble (de leurs) propositions » et « d'organiser un forum pour que tous les Français, patients comme professionnels, puissent donner leur avis », souhaitant ce débat se termine en mars. « À son issue je donnerai des orientations sur la définition du schéma cible du financement du système de santé », en vue de « préparer les mesures de transformation qui seront notamment inscrites » dans le budget 2020 (*l'actualité* n° 17745 du 31 janvier 2019).

► **Travail temporaire: « Intérimaires Prévoyance » vise à renforcer la protection sociale des salariés.** Les partenaires sociaux du travail temporaire s'étaient donné comme objectif, dans un accord de méthode de 2017, de faire évoluer la couverture de prévoyance des intérimaires dès 2019. Ils ont tenu le délai : un accord a été signé 16 novembre 2018. Ce texte sépare l'activité de gestion de l'activité d'assurance. Il organise une portabilité conventionnelle sous condition d'ancienneté de branche. Il « clarifie » les garanties pour les rendre « plus compréhensibles » (*l'actualité* n° 17724 du 2 janvier 2019.)

► **Protection sociale complémentaire dans l'industrie pharmaceutique.** Un avenant, conclu par le Leem et les syndicats le 15 novembre 2018, modifie l'accord du 9 juillet 2015 sur le régime de prévoyance. Selon son préambule, il s'agit de préserver la solidarité intergénérationnelle et interentreprises du régime. L'avenant fixe les montants de cotisations pour 2019 finançant la couverture du RPC (régime de prévoyance conventionnel) et celle assurée par le RS (régime supplémentaire) (*l'actualité* n° 17738 du 22 janvier 2019).

Politique sociale

► **Grand débat national.** Emmanuel Macron a lancé, le 15 janvier, le grand débat national en participant à un premier débat avec des maires à Grand Bourghtheoulde (Eure). En parallèle une « mission d'organisation et de coordination du grand débat national » a été instituée, auprès du Premier ministre pour une durée de trois mois. « Je prends très au sérieux ce moment que nous vivons. Je ne sais pas aujourd'hui ce qu'il donnera. Ce que je sais c'est que j'en tirerai des conséquences profondes », a déclaré le président de la République. « L'objectif du grand débat est de donner un cadre aux

colères et contestations. Lorsque les colères se coagulent et deviennent un prétexte à des violences, on ne construit rien en démocratie, on fragilise, on s'affaiblit». Cinq «garants» ont été désignés, le 17 janvier, pour «garantir l'indépendance» du grand débat (*l'actualité n° 17732 du 14 janvier 2019; l'actualité n° 17733 du 15 janvier 2019; l'actualité n° 17734 du 16 janvier 2019; l'actualité n° 17735 du 17 janvier 2019; l'actualité n° 17738 du 22 janvier 2019; l'actualité n° 17743 du 29 janvier 2019*).

► **Les mesures «gilets jaunes» vont accroître le pouvoir d'achat.** Les mesures annoncées mi-décembre par le gouvernement face au mouvement des gilets jaunes «vont augmenter le pouvoir d'achat des ménages de 0,8 % en 2019 en moyenne», selon une étude de l'Institut des politiques publiques (IPP) publiée le 23 janvier. D'après l'IPP, l'ensemble des ménages va bénéficier de ces nouvelles mesures, qui ont «modifié de façon importante les effets redistributifs du budget 2019». Mais les effets seront «plus importants entre le 15^e et le 49^e centile de niveau de vie», c'est-à-dire pour les classes moyennes, qui bénéficieront d'un «gain moyen de 1,2 %». Selon l'IPP, l'annulation de la hausse de la fiscalité énergétique va augmenter le niveau de vie de l'ensemble des ménages, avec «des effets plus importants» pour les foyers modestes. L'effet de l'exonération d'impôt sur le revenu des heures supplémentaires se concentre lui «sur les 60 % des ménages les plus aisés». Enfin, la revalorisation de la bonification individuelle de la prime d'activité a des effets concentrés sur les 50 % de ménages les plus modestes (*l'actualité n° 17741 du 25 janvier 2019*).

► **Nomination d'un rapporteur général à la réforme du revenu universel d'activité.** Un décret du 22 janvier 2019 (*D. n° 2019-34 du 22 janvier 2019, JO 23 janvier*) a institué, auprès du ministre chargé des Solidarités et de la Santé, un rapporteur général à la réforme du revenu universel d'activité. Fabrice Lengart, diplômé de Polytechnique et de l'Ensaë, qui occupait jusqu'ici la fonction de commissaire général adjoint à France Stratégie, sera nommé à ce poste par le président de la République par un décret daté du 24 janvier (*l'actualité n° 17742 du 28 janvier 2019*).

► **Pacte: la commission spéciale du Sénat amende les volets épargne retraite et épargne salariale.** La commission spéciale du Sénat a adopté, le 17 janvier 2019, le projet de loi relatif à la croissance et à la transformation des entreprises (Pacte), qui sera examiné en plénière à compter du 29 janvier. Elle a voté plusieurs modifications aux volets épargne retraite et épargne salariale du texte, relate *Protection sociale informations* dans son édition du 23 janvier 2019 (*n° 1153*) (*l'actualité n° 17740 du 24 janvier 2019*).

► **Loi Confiance: un décret met en œuvre les nouveaux rescrits en matière sociale.** Les employeurs peuvent désormais déposer auprès de l'administration des demandes de rescrit s'agissant du règlement intérieur, du quota de stagiaires, de la carte des salariés du BTP et de l'assujettissement des mandataires sociaux à l'assurance chômage. Le décret d'application de la loi Confiance du 10 août 2018 (*D. n° 2018-1227 du 24 décembre 2018, JO 26 décembre*) le prévoyant est en effet paru au *Journal officiel* du 26 décembre 2018 (*l'actualité n° 17724 du 2 janvier 2019*).

► **La Commission mondiale sur l'avenir du travail de l'OIT livre ses recommandations.** Créée en 2017 dans le cadre de l'Initiative sur l'avenir du travail, la Commission mondiale sur l'avenir du travail a rendu ses travaux le 22 janvier dernier. Et le constat est sans appel: le monde du travail est en pleine mutation et il faut s'y

préparer. Gouvernements, employeurs et travailleurs, tous les acteurs sont concernés... La Commission souhaite leur servir de boussole et leur propose un programme d'action «centré sur l'humain». Elle émet ainsi dix recommandations pour ouvrir de nouvelles perspectives aux générations présentes et futures (*l'actualité n° 17745 du 31 janvier 2019*).

Prud'hommes

► **Plafond de ressources pour l'admission à l'aide juridictionnelle en 2019.** Les plafonds d'admission à l'aide juridictionnelle sont revalorisés à compter du 18 janvier 2019, en cohérence avec l'avis relatif à l'indice des prix à la consommation publié au *JO* du 16 janvier. C'est ce qu'annonce le ministère de la Justice dans une circulaire du 16 janvier (*Circ. SG-19-003 du 16 janvier 2018, NOR: JUST1901743C*) (*l'actualité n° 17744 du 30 janvier 2019*).

Rémunération

► **Une instruction précise l'exonération des primes exceptionnelles du pouvoir d'achat.** Une instruction du 4 janvier 2019 (*Instruction interministérielle n° DSS/5B/5D/2019/2 du 4 janvier 2019, NOR: SSAS1900388J*), des ministres des Solidarités et des Comptes publics précise, sous forme de questions-réponses, les modalités d'application de l'exonération de cotisations et contributions sociales applicable à la prime exceptionnelle du pouvoir d'achat (*l'actualité n° 17732 du 14 janvier 2019*).

► **Garantie financière des entreprises de travail temporaire pour 2019.** En vertu d'un décret du 26 décembre 2018 (*D. n° 2018-1264 du 26 décembre 2018, JO 28 décembre*), le montant minimum de la garantie financière obligatoire imposée aux entreprises de travail temporaire (ETT) est fixé à 127 079 € pour l'année 2019, contre 125 201 € en 2018. Ce montant garantit le paiement des salaires, indemnités, cotisations et autres sommes dues par l'employeur en cas de défaillance de l'entreprise de travail temporaire (*l'actualité n° 17727 du 7 janvier 2019*).

► **Salaires dans les hôtels, cafés, restaurants au 1^{er} janvier 2019.** Un arrêté d'extension, paru au *JO* du 30 décembre, rend obligatoire et applicable au 1^{er} janvier 2019 la grille de salaires minimaux fixée par l'avenant n° 28 du 13 avril 2018 à la CCN du 30 avril 1997. Cet avenant a été signé par quatre organisations patronales et les fédérations CFDT, CFE-CGC et FO (*l'actualité n° 17726 du 4 janvier 2019*).

► **Salaires de la restauration rapide.** Un arrêté d'extension, publié au *JO* du 30 décembre, concerne l'avenant n° 54 du 26 mars 2018 à la CCN du 18 mars 1988, qui revalorise les salaires de 1,3 % en moyenne au 1^{er} janvier 2019 (*v. l'actualité n° 17589 du 13 juin 2018*). À noter que la grille est rattrapée par le Smic pour les deux montants du premier niveau. Au niveau II, les deux échelons sont portés à 10,10 € et à 10,30 € (*l'actualité n° 17726 du 4 janvier 2019*).

► **Appointements des cadres des TP en 2019.** Après la réunion paritaire du 20 novembre, la FNTP et la CNATP ont signé avec la CFDT, la CFE-CGC, la CFTC et FO un nouveau barème de salaires applicable aux cadres «intégrés» à compter du 1^{er} janvier 2019 (hors majoration de 15 % prévue pour les cadres en forfait-jours annuel) (*l'actualité n° 17730 du 10 janvier 2019*).

► **Dans la métallurgie, les appointements minimaux des cadres sont fixés pour 2019.** En 2019, les salaires minimaux des ingénieurs et cadres de la métallurgie sont

revalorisés de 2,1 %. La hausse, décidée par les partenaires sociaux de la branche dans l'accord du 8 janvier 2019, s'accompagne d'une clause de rendez-vous en septembre prochain (*l'actualité n° 17732 du 14 janvier 2019*).

► **Salaires dans l'exploitation d'hélicoptères.** Un arrêté est publié au JO pour rendre obligatoire l'avenant n° 19 du 15 avril 2018 relatif aux salaires, actualisant la CCN du personnel navigant technique des exploitants d'hélicoptères du 13 novembre 1996 (*JO du 10 janvier 2019, BO-CC n° 2018-31*). Cet avenant avait été conclu le 15 avril 2018 par le syndicat patronal SNEH et par le syndicat du personnel navigant SNPNAC (*l'actualité n° 17732 du 14 janvier 2019*).

► **Salaires et prime dans la branche Caisse d'épargne.** Alors que la branche Banques populaires (également groupe BPCE) connaît des négociations annuelles obligatoires très difficiles, celle de la Caisse d'épargne est parvenue à un accord avec la CFDT, la CFE-CGC et l'Unsa le 21 décembre 2018. Les salariés bénéficient ainsi d'une augmentation de 0,8 % des salaires, avec un plancher de 400 € par an pour les rémunérations annuelles inférieures à 40 000 €. En outre, l'accord attribue une prime exceptionnelle de 1 000 € à tous les salariés, versée en une seule fois sur le mois de janvier 2019 (*l'actualité n° 17734 du 16 janvier 2019; l'actualité n° 17737 du 21 janvier 2019*).

► **Salaires dans les activités de prestations logistiques.** Le BO-CC n° 2018-50 publiera l'avenant sur les salaires n° 11 du 30 juillet 2018, qui a été conclu par la délégation patronale avec les syndicats CFDT et CFE-CGC. Cet accord revalorise les salaires minimaux des personnels des entreprises exerçant des activités de prestations logistiques en deux étapes, la deuxième prenant effet au 1^{er} décembre 2018. Depuis, une partie des taux horaires minimaux (sans ancienneté) des ouvriers et employés a été rattrapée par le Smic en vigueur au 1^{er} janvier 2019 (fixé à 10,03 € par heure) puisqu'ils débutent à 9,91 € aux deux coefficients 110 L et 115 L du personnel ouvrier (*l'actualité n° 17737 du 21 janvier 2019*).

► **Salaires dans le vitrail.** Un accord conclu le 15 novembre 2018 par la fédération patronale représentant les « professions regroupées du cristal, du verre et du vitrail » et les fédérations syndicales CFDT, CFE-CGC, CFTC et FO porte exclusivement sur les salaires applicables dans les entreprises du champ, intitulé avant la fusion (*v. l'actualité n° 17733 du 25 juillet 2017*) « industrie du vitrail » (*l'actualité n° 17742 du 28 janvier 2019*).

► **Épargne salariale et prévoyance dans la branche « P2ST ».** Signé le 10 septembre 2018, dans le cadre de la CCN du personnel des prestataires de services dans le secteur tertiaire, un accord propose des dispositions types aux entreprises de moins de 50 salariés, qui ne sont pas assujetties à l'obligation de mettre en place un régime de participation aux résultats. Ces entreprises peuvent décider de s'y soumettre volontairement grâce à cet accord, leur décision valant adhésion au PEI (plan d'épargne interentreprises) et mise en place de la participation. L'accord, qui prend effet le 1^{er} janvier 2019 « indépendamment de son extension », sera publié au BO-CC n° 2018-50 (*l'actualité n° 17735 du 17 janvier 2019*).

► **L'écart de rémunération entre CDD et CDI se réduit dans le secteur privé.** La rémunération horaire brute moyenne des salariés en CDD dans les entreprises de dix salariés ou plus du secteur privé était, en 2014, inférieure de 14,4 % à celle des salariés en CDI, selon une étude de la Dares publiée le 19 décembre. Cet écart de rémunération en faveur des salariés en CDI est « plus faible » qu'en 2009, où il était de 18,5 %. Il s'explique

« moins qu'en 2009 par les différences de salaires horaires de base », qui sont passées de 9,9 % à 4,9 %, et « davantage par les différences d'éléments variables de rémunération consistant essentiellement en un recul de ces derniers dans le cas des CDD » (*l'actualité n° 17724 du 2 janvier 2019*).

Retraite

► **Réforme des retraites: Jean-Paul Delevoye propose une surcote pour ceux qui partiront après 62 ans.** Les futurs retraités qui liquideront leurs droits après 62 ans pourraient bénéficier d'un « coefficient majorant » sur leur pension, selon un document de travail du Haut-commissaire à la réforme des retraites, Jean-Paul Delevoye, transmis aux partenaires sociaux dans le cadre de la reprise de la concertation sur la transformation du système le 21 janvier. Pour « celui qui a travaillé jusqu'à un âge plus tardif », réduisant d'autant la durée de sa retraite, « un coefficient majorant doit s'appliquer à la liquidation. » Cette nouvelle surcote gonflerait le nombre total de points « de 3 % à 5 % par année supplémentaire en activité », avance-t-il. Le montant en euros des pensions serait calculé selon une valeur du point identique « pour tous les assurés l'année de leur départ », mais qui pourrait évoluer selon l'espérance de vie (*l'actualité n° 17739 du 23 janvier 2019*).

► **L'Agirc-Arrco détaille les conséquences de la fusion sur les cotisations de retraite complémentaire.** L'Agirc-Arrco précise dans une circulaire du 9 janvier 2019 la réglementation applicable aux entreprises depuis la fusion au 1^{er} janvier 2019 des deux régimes de retraite complémentaire des salariés du secteur privé. Ce document détaille en particulier la réforme des cotisations. Il souligne que, dans certains cas de répartition des cotisations différente de celle de droit commun (60/40), l'avantage pour le salarié de la prise en charge plus importante des cotisations de retraite complémentaire par l'employeur est à réintégrer dans l'assiette des cotisations de sécurité sociale (*l'actualité n° 17738 du 22 janvier 2019*).

► **Les pensions de vieillesse du régime général sont revalorisées de 0,3 % au 1^{er} janvier 2019.** Conformément à la LFSS pour 2019, les pensions de retraite du régime général sont revalorisées de 0,3 % au 1^{er} janvier 2019, après plus de deux ans de gel. La Cnav détaille dans une circulaire du 9 janvier 2019 l'impact de cette hausse sur différents montants de prestations (minimum contributif, de réversion, etc.). Toutefois, l'allocation veuvage est revalorisée de 1,5 %, tandis que l'Aspa fait l'objet d'une revalorisation exceptionnelle (*l'actualité n° 17734 du 16 janvier 2019*).

► **Valeur de service du point de retraite du régime de retraite complémentaire obligatoire des non-salariés agricoles.** Un décret en date du 28 décembre 2018 (*D. n° 2018-1313 du 28 décembre 2018, JO 29 décembre*) a déterminé la valeur de service du point de retraite dans le régime de retraite complémentaire obligatoire (RCO) des non-salariés agricoles pour les années 2018 et 2019. Celle-ci est portée à 0,3382 € pour 2018 et à 0,3392 € pour 2019 (*l'actualité n° 17728 du 8 janvier 2019*).

Rupture du contrat

► **Conventionnalité du barème Macron: les prud'hommes divisés.** Le 18 décembre 2018, c'était au tour des prud'hommes de Caen de se prononcer sur la conventionnalité du barème d'indemnisation du licenciement

sans cause réelle et sérieuse (*C. trav.*, art. L. 1235-3). Après avoir rappelé que le Conseil constitutionnel a considéré que « l'indemnisation prévue par le barème répondait à l'exigence de réparation "adéquate" en cas de licenciement injustifié, laquelle est prévue tant par la Charte sociale européenne (dont l'application directe en droit interne est sujette à d'importantes réserves), que par l'article 10 de la Convention n° 158 de l'OIT », le bureau de départage a ainsi jugé le barème Macron conventionnel. Si tel n'est pas l'avis exprimé par les prud'hommes de Troyes, d'Amiens, de Lyon, ou encore, plus récemment, de Grenoble (*Cons. prud'h. Grenoble, sect. industrie, 18 janvier 2019, n° 18/00989*), le jugement caennais conclut pour sa part qu'« en l'absence de démonstration de l'existence d'un préjudice dont la réparation adéquate serait manifestement rendue impossible par l'application du plafond susmentionné, il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L. 1235-3 du Code du travail » (*Cons. prud'h. Caen, sect. commerce, 18 décembre 2018, n° 17/00193*). Les prud'hommes de Caen rejoignent ainsi ceux du Mans qui avaient été les premiers à se prononcer en faveur de la conventionnalité du barème (*v. l'actualité n° 17673 du 16 octobre 2018*). Les premiers juges sont donc loin d'être unanimes sur la question. Et puisque la Cour de cassation a estimé que la conformité d'une disposition du Code du travail à la convention n° 158 de l'OIT ne relevait pas de la procédure d'avis (*v. Cass. avis, 12 juillet 2017, n° 17-70.009*), il semble que le problème ne sera pas résolu de sitôt et qu'il faudra ainsi patienter jusqu'à ce que l'une de ces affaires aboutisse devant la Haute juridiction par le circuit classique (*l'actualité n° 17728 du 8 janvier 2019; l'actualité n° 17729 du 9 janvier 2019; l'actualité n° 17734 du 16 janvier 2019; l'actualité n° 17739 du 23 janvier 2019*).

► **Le Conseil de prud'hommes de Troyes se dit « choqué » par les propos du ministère du Travail...** Rappelant avoir, le 13 décembre, jugé « contraire au droit international » le plafonnement des indemnités prud'homales en cas de licenciement abusif prévu par les ordonnances Macron (*v. l'actualité n° 17717 du 19 décembre 2018*), le Conseil de prud'hommes de Troyes a rejeté les « propos extrêmement choquants et inadmissibles » de la ministre du Travail. Celle-ci avait posé « la question de la formation juridique des conseillers prud'homaux » dans les colonnes du *Monde*. « Mettre en cause notre autorité, notre compétence, et le principe de la séparation des pouvoirs [...] est scandaleux et porte atteinte à l'autorité de la justice et à son indépendance » (*l'actualité n° 17724 du 2 janvier 2019*).

► **Mandat extérieur : l'obligation d'informer l'employeur s'applique au défenseur syndical.** Pour pouvoir valablement opposer son statut protecteur à l'employeur, le défenseur syndical doit, comme tout salarié détenteur d'un mandat extérieur à l'entreprise, être en mesure d'établir qu'il en a informé l'employeur ou que celui-ci en a eu effectivement connaissance par un autre moyen. Dans un arrêt du 16 janvier 2019 (*Cass. soc., 16 janvier 2019, n° 17-27.685 FS-PB*), la Cour de cassation refuse à cet égard d'instituer une présomption de connaissance du mandat, laquelle se déduirait de l'obligation du Direccte d'informer l'employeur lors de l'inscription d'un salarié sur la liste des défenseurs syndicaux (*l'actualité n° 17741 du 25 janvier 2019*).

► **Indemnités de rupture des organismes de tourisme.** L'article 13 de la convention collective nationale du 5 février 1996 relatif aux indemnités (de licenciement, de fin de carrière) est modifié par un avenant

n° 25 du 17 juillet 2018, qui sera publié au *BO-CC* n° 2018-48. L'avenant précise les définitions des indemnités avant de prendre en compte l'évolution de la législation en matière d'indemnité de licenciement. Il fixe l'indemnité de fin de carrière à 25 % du salaire brut mensuel par année de présence effective (*l'actualité n° 17724 du 2 janvier 2019*).

Santé au travail

► **UE: accord sur la troisième révision de la directive « agents cancérigènes et mutagènes ».** Le Parlement européen et le Conseil sont parvenus, le 29 janvier 2019, à un accord provisoire sur la troisième proposition de révision de la directive 2004/37/CE du 29 avril 2004 relative à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à des agents cancérigènes ou mutagènes au travail. Cette révision vise à ajouter cinq agents chimiques cancérigènes au tableau établissant des valeurs limites d'exposition professionnelle (cadmium, béryllium, acide arsénique, formaldéhyde et 4,4'-méthylènebis (2-chloroaniline) dit « MOCA ») (*l'actualité n° 17745 du 31 janvier 2019*).

► **Harcèlement: les litiges introduits avant la loi Travail sont soumis au régime probatoire antérieur.** Dans un arrêt du 19 décembre 2018 (*Cass. soc., 19 décembre 2018, n° 17-18.190 F-PB*), la Cour de cassation s'est prononcée sur l'application, dans le temps, des différentes versions de l'article L. 1154-1 du Code du travail, relatif au régime de preuve applicable en vue de la reconnaissance d'un harcèlement. Ainsi, la nouvelle rédaction de ce texte, résultant en dernier lieu de la loi Travail du 8 août 2016, ne s'applique pas aux instances en cours à la date d'entrée en vigueur de cette loi (*l'actualité n° 17730 du 10 janvier 2019*).

► **Le ministère du Travail publie une liste de circulaires et instructions opposables.** En application de la loi Confiance du 10 août 2018, des listes de documents administratifs opposables – circulaires, instructions, etc. – ont été publiées sur les sites internet de plusieurs ministères le 3 janvier 2019. Chacun peut ainsi se prévaloir de l'interprétation d'une règle contenue dans ces textes, sous certaines conditions. Le ministère du Travail a listé trois documents relatifs à la santé au travail (*l'actualité n° 17728 du 8 janvier 2019*).

► **Prévention de la pénibilité: les entreprises contraintes de négocier.** Les ordonnances Macron du 22 septembre 2017 ont créé un nouvel indice de sinistralité dont le calcul s'impose aux entreprises et oblige les plus accidentogènes à négocier pour prévenir la pénibilité. La lettre *Protection sociale informations* fait le point dans son édition du 16 janvier 2019 (*PSI n° 1152*) sur cette nouvelle obligation qui s'impose aux entreprises depuis le 1^{er} janvier 2019 (*l'actualité n° 17737 du 21 janvier 2019*).

► **BTP: taux de cotisation à l'OPPBT et de contribution au titre de l'emploi d'intérimaires en 2019.** Un arrêté du 13 décembre maintient à 0,11 %, pour l'année 2019, le taux de cotisation des entreprises du bâtiment et des travaux publics (BTP) à l'organisme professionnel de prévention du BTP (OPPBT), ainsi que le taux de la contribution due au titre de l'emploi de travailleurs temporaires auxquels les entreprises adhérentes font appel. Ce dernier taux s'applique au montant du salaire horaire de référence qui est revalorisé à 12,69 € pour 2019, contre 12,48 € en 2018 (*Arr. du 13 décembre 2018, JO 23 décembre, NOR: MTRT1833432A*) (*l'actualité n° 17724 du 2 janvier 2019*).

► **Le groupe Pochet s'engage en faveur de la qualité de vie au travail.** Depuis le 1^{er} janvier 2019, les 3 000 salariés du groupe Pochet en France, spécialiste du packaging de luxe dans l'univers de la cosmétique (parfum, maquillage et soin), disposent d'un accord relatif à l'égalité professionnelle et à la qualité de vie au travail. Conclu le 21 novembre 2018 pour une durée de quatre ans, il prévoit notamment la conception d'un diagnostic QVT, le déploiement des sessions d'échauffements et de détentes musculaires avant et pendant la prise de poste, l'élargissement du télétravail ou encore un droit à la connexion choisie (*l'actualité n° 17736 du 18 janvier 2019*).

► **Une nouvelle offensive des victimes de l'amiante pour un procès pénal.** L'association des victimes de l'amiante et des autres polluants lance une nouvelle action pour obtenir un procès des responsables nationaux du scandale sanitaire réclamé par les victimes depuis la première plainte il y a 23 ans, ont annoncé ses avocats, Antoine Vey et Éric Dupond-Moretti. Sera déposée d'ici à fin février une citation directe collective devant le Tribunal correctionnel de Paris, une première dans ce long feuilleton judiciaire. L'objectif : obtenir d'ici à « un an, un an et demi » un procès pénal des responsables nationaux de cette « catastrophe sanitaire » qui fait « 3 000 victimes par an » (*l'actualité n° 17730 du 10 janvier 2019*).

Sécurité sociale

► **Les modalités de la réduction générale de cotisations renforcée au 1^{er} janvier 2019.** Les nouveaux paramètres applicables pour le calcul de la réduction Fillon renforcée suite aux modifications apportées par les LFSS pour 2018 et 2019 ont été fixés par un décret du 28 décembre 2018 (*D. n° 2018-1356 du 28 décembre 2018, JO 30 décembre*). Depuis le 1^{er} janvier 2019, la réduction générale intègre les cotisations patronales de retraite complémentaire. Puis, à compter du 1^{er} octobre 2019, elle s'étendra à la contribution patronale d'assurance chômage (*l'actualité n° 17726 du 4 janvier 2019*).

► **Le taux de la réduction de cotisations salariales sur les heures sup' est fixé.** Au 1^{er} janvier 2019, le dispositif de réduction de cotisations salariales sur les heures supplémentaires et complémentaires, mis en place par la loi de financement de la sécurité sociale pour 2019, est entré en vigueur. Pour que son application soit effective, il restait à fixer le taux de la réduction applicable. C'est désormais chose faite : un décret du 24 janvier 2019 (*D. n° 2019-40 du 24 janvier 2019, JO 25 janvier*) établit ce taux à 11,31 % (*l'actualité n° 17742 du 28 janvier 2019*).

► **Apprentis : le plafond de l'exonération de cotisations salariales est fixé.** Au 1^{er} janvier 2019, l'exonération de cotisations patronales spécifique applicable aux rémunérations versées aux apprentis est supprimée. La loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 du 22 décembre 2018 a prévu en contrepartie que ces rémunérations entrent désormais dans le champ de la réduction générale de cotisations Fillon renforcée. Elle a également instauré une exonération totale de cotisations salariales d'origine légale et conventionnelle plafonnée. Un décret du 28 décembre 2018 (*D. n° 2018-1357 du 28 décembre 2018, JO 30 décembre*) précise que cette exonération s'applique sur la part de rémunération inférieure ou égale à 79 % du Smic (*l'actualité n° 17732 du 14 janvier 2019*).

► **La loi portant réforme de la CFE refond le régime d'assurance volontaire des expatriés.** L'assurance volontaire des expatriés évolue. La loi relative à la réforme de la Caisse des Français de l'étranger (CFE) du 24 décembre 2018 (*L. n° 2018-1214 du 24 décembre 2018, JO 26 décembre*) révisé le mode de calcul des cotisations dues au titre de l'assurance volontaire contre les risques maladie, maternité, invalidité et accidents du travail (*l'actualité n° 17726 du 4 janvier 2019*).

► **Avantages en nature : revalorisation des forfaits au 1^{er} janvier 2019.** Les Urssaf ont actualisé, début janvier sur leur site internet, les nouveaux barèmes des avantages en nature, applicables en 2019 (*l'actualité n° 17729 du 9 janvier 2019*).

► **Évaluation des frais professionnels en 2019.** Les barèmes des frais professionnels applicables en 2019 ont été publiés début janvier sur le site internet des Urssaf (*l'actualité n° 17729 du 9 janvier 2019*).

► **Composition et installation du Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants.** Selon un décret du 24 décembre (*D. n° 2018-1215 du 24 décembre 2018, JO 26 décembre*), les représentants qui sont membres de l'assemblée générale du conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants, ainsi que chacune de ses instances régionales, sont désignés par les organisations suivantes : Union des entreprises de proximité (U2P), Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME), Chambre nationale des professions libérales (CNPL), Mouvement des entreprises de France (Medef). Le texte fixe le nombre de membres que chaque organisation désigne. Suite à la publication de ce décret, « l'installation du Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants (CPSTI) s'est déroulée le 8 janvier », a annoncé un communiqué de la Sécurité sociale des indépendants diffusé le 9 janvier. Sophie Duprez, représentante de la CPME, a été élue présidente de l'Assemblée générale et Valérie Copin, de la CPME également, vice-présidente. « Cette instance de gouvernance » aura notamment pour mission, rappelle le communiqué, de « veiller à la bonne application aux travailleurs indépendants des règles relatives à leur protection sociale » ainsi qu'à « la qualité de service rend » par les organismes de recouvrement et le service des prestations. Il s'agira aussi de « piloter les régimes complémentaires vieillesse obligatoire et d'invalidité-décès des travailleurs indépendants et la gestion du patrimoine afférents ». Le 8 janvier, les membres de l'Assemblée générale ont aussi donné « un avis favorable à l'unanimité à la désignation de Philippe Renard, directeur général de la Caisse nationale déléguée pour la sécurité sociale des travailleurs indépendants, comme directeur du CPSTI ». Suite à la nomination de Sophie Duprez, l'U2P s'est insurgée contre une « nouvelle confiscation de la parole des artisans, des commerçants et des professionnels libéraux » (*l'actualité n° 17726 du 4 janvier 2019; l'actualité n° 17730 du 10 janvier 2019; l'actualité n° 17733 du 15 janvier 2019*).

► **Le CAE prône de concentrer les baisses de charges sur les bas salaires pour agir sur l'emploi.** Pérenniser les baisses de charges sur les bas salaires et remettre en cause celles applicables au-delà de 1,6 Smic. Telles sont les deux principales préconisations de la note du Conseil d'analyse économique (CAE) consacrée au bilan des politiques de réduction du coût du travail en termes d'emploi et de compétitivité des entreprises. Les auteurs de cette étude, publiée le 15 janvier 2019, estiment en outre nécessaire de stabiliser durablement les dispositifs (*l'actualité n° 17736 du 18 janvier 2019*).

Statuts particuliers

► **Un décret précise les modalités de transfert des cheminots.** La négociation sur les transferts de cheminots dans la branche du ferroviaire ayant échoué (*v. l'actualité n° 17720 du 26 décembre 2018*), un décret (*D. n° 2018-1242 du 26 décembre 2018, JO 27 décembre*) fixe les modalités de transfert des contrats de travail des salariés en cas de changement d'attributaire d'un contrat de service public de transport ferroviaire de voyageurs, suite à l'ouverture du secteur à la concurrence. Ce décret d'application de la loi n° 2018-515 du 27 juin 2018 (*v. l'actualité n° 17604 du 4 juillet 2018*) détermine notamment les modalités de calcul du nombre de salariés transférés, en fonction du type d'emploi (concourant directement ou indirectement au service transféré) (*l'actualité n° 17726 du 4 janvier 2019*).

Syndicats

► **Les industries céramiques valorisent la présence de délégués syndicaux dans les entreprises.** Un accord de branche relatif au droit syndical dans l'entreprise a été signé dans les industries céramiques, le 12 décembre 2018. Il prévoit des dispositions plus favorables que celles du Code du travail, en ce qui concerne le nombre de délégués syndicaux que les heures de délégation, dont ils disposent. Il comporte également des dispositions sur les réunions d'information syndicales et sur les parcours des représentants des salariés (*l'actualité n° 17745 du 31 janvier 2019*).

► **Laurent Berger (CFDT) candidat à la présidence de la Confédération européenne des syndicats (CSE).** Laurent Berger est candidat à la présidence de la CES, mais prévoit de rester secrétaire général de la CFDT, a annoncé sa confédération le 29 janvier. L'élection doit intervenir en mai, lors du congrès de cette organisation prévu à Vienne. Il ne quittera pour autant pas la CFDT, ce poste n'étant pas exécutif, a souligné la confédération. La CES est dirigée par son secrétaire général, l'Italien Luca

Visentini. Créée en 1973, la CES est présidée actuellement par le Belge Rudy de Leeuw (*l'actualité n° 17745 du 31 janvier 2019*).

Temps de travail

► **La durée maximale de travail de 48 heures par semaine est conforme au droit de l'Union.** La Cour de cassation l'affirme dans un arrêt du 12 décembre 2018 (*Cass. soc., 12 décembre 2018, n° 17-17.680 FS-PB*): les dispositions du Code du travail fixant la durée hebdomadaire maximale de travail à 48 heures au cours d'une période de référence d'une semaine, sans pouvoir dépasser 44 heures sur 12 semaines consécutives, sont conformes aux dispositions de la directive 2003/88/CE relative à l'aménagement du temps de travail (*l'actualité n° 17724 du 2 janvier 2019*).

► **Des députés LREM proposent de mieux encadrer le travail temporaire.** Le 16 janvier dernier, des députés La République en marche (LREM) ont déposé une proposition de loi visant à mieux encadrer le travail temporaire. Pour eux, « le problème n'est pas l'emploi temporaire en soit, mais sa banalisation ». En dépit des sanctions pénales et civiles existantes, certaines entreprises ont recours à l'intérim « de façon récurrente, en interprétant largement la notion d'accroissement temporaire de l'activité de l'entreprise, imposant ainsi une situation précaire aux salariés », selon l'exposé des motifs du texte (*l'actualité n° 17740 du 24 janvier 2019*).

► **Statut collectif des métiers de la transformation des grains.** Le *BO-CC* n° 2018-47 publiera l'avenant n° 7 du 3 juillet 2018 relatif à l'épargne-temps. Selon un engagement pris à l'actualisation de la convention collective nationale (ex-meunerie) en 2016, ce texte modifie l'article 67 de la CCN. Le même *BO-CC* publiera aussi un accord sur l'agenda social 2018-2019 qui prévoit, notamment, des négociations sur le recours au forfait-jours pour les itinérants non cadres, ainsi que sur la prévention de la pénibilité (*l'actualité n° 17728 du 8 janvier 2019*).